



Arrêt

n° 151 885 du 7 septembre 2015
dans l'affaire x/ I

En cause : x

x

x

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA 1ère CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 1er juin 2015 par **x**, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 30 avril 2015.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 24 juin 2015 convoquant les parties à l'audience du 24 août 2015.

Entendu, en son rapport, S. PARENT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me J.-C. KABAMBA MUKANZ loco Me Y. MBENZA MBUZI, avocat, et J.-F. MARCHAND, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, REND L'ARRÊT SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité congolaise et d'origine ethnique luba. Vous vivez à Kinshasa dans la commune de Kasa-Vubu.

À la base de votre récit d'asile, vous invoquez les faits suivants :

Depuis 2010, vous êtes sympathisant du parti UDPS (Union pour la Démocratie et le Progrès Social), un parti d'opposition. À ce titre, vous participez à des manifestations et à des meetings de l'opposition. Le 29 septembre 2012, vous quittez la RDC pour poursuivre vos études en Chine. Le lendemain, vous arrivez à Canton.

En juin 2013, un groupe d'étudiants dont vous faites partie se rend à Pékin pour manifester devant l'ambassade de RDC. Vous êtes arrêté par la police en compagnie d'autres étudiants. Vous êtes détenu trois jours puis libéré suite à l'intervention de votre université.

En septembre 2013, vous êtes de nouveau arrêté et détenu pendant une journée suite à un projet de manifestation.

En février 2014, vous êtes arrêté pour la troisième fois et détenu pendant une semaine.

En avril 2014, tandis que des représentants des autorités congolaises assistent à une foire internationale se tenant à Canton, vous allez à leur rencontre et manifestez devant eux en compagnie de votre groupe d'étudiants. Les autorités présentes vous répondent par des menaces de mort.

Peu après, apprenant que vous ne pouvez plus vous réinscrire dans votre université, vous envisagez de quitter la Chine.

En juillet 2014, vous êtes arrêté à votre domicile et votre passeport est confisqué. Vous êtes détenu pendant une semaine et demi, avant d'être libéré grâce à l'intervention de votre grande soeur qui est également étudiante en Chine.

Le 17 août 2014, vous quittez la Chine avec votre soeur et vous vous rendez en Grèce.

Le 27 octobre 2014, vous quittez la Grèce et passez par la France, avant d'arriver en Belgique le 29 octobre 2014.

Le 3 novembre 2014, vous introduisez une demande d'asile.

À l'appui de votre demande, vous présentez des cartes d'étudiant chinoises, une carte bancaire chinoise, un formulaire d'enregistrement de séjour provisoire en Chine, une attestation de naissance, un certificat de bonne vie et moeurs, une carte d'électeur, un document tenant lieu de diplôme d'Etat, un bulletin de notes, ainsi que des documents militaires appartenant à votre grand-père.

B. Motivation

L'analyse approfondie de vos déclarations a mis en évidence des éléments empêchant de considérer qu'il existe, dans votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, ou un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la Loi sur les étrangers (loi du 15 décembre 1980).

En effet, vous déclarez qu'en cas de retour en RDC, vous craignez d'être arrêté et emprisonné par les autorités, qui vous reprochent d'avoir manifesté en Chine. Vous ressentez également une crainte en raison de votre ethnie luba et en raison de votre nom de famille, dans la mesure où votre grand-père avait, de son vivant, connu des problèmes avec les autorités (voir rapport d'audition, pp. 8, 13, 14 et 28).

Or, le Commissariat général relève que vos craintes de persécution en cas de retour ne sont pas établies. En effet, s'il n'est pas remis en cause que vous avez participé à des manifestations en Chine et que vous avez été détenu pour ce motif, rien n'indique que vos autorités nationales soient au courant des activités en question ni, à plus forte raison, qu'elles soient dérangées par celles-ci. Vous n'établissez donc en aucune manière qu'il vous est impossible de retourner dans le pays dont vous possédez la nationalité.

En premier lieu, le Commissariat général relève que vous déclarez n'avoir « jamais » eu de problèmes avec vos autorités nationales lorsque vous vous trouviez en RDC (voir rapport d'audition, p. 26). Le seul élément concret vous conduisant à penser que vos autorités nationales vous en veulent est une menace formulée à votre rencontre, en avril 2014, par « des membres du gouvernement, sans précision » (voir rapport d'audition, p. 27) qui étaient présents à une foire internationale à Canton, et qui vous ont promis de « manger vos cerveaux à la petite cuillère » (voir rapport d'audition, p. 16).

Outre le fait que cette menace visait un groupe d'étudiants et non vous en particulier, et qu'elle ne vous a pas été adressée directement puisqu'elle a été formulée au président de la communauté étudiante congolaise à Canton (voir rapport d'audition, p. 27), le Commissariat général constate que vous ne

pouvez déterminer avec précision de qui elle émanait, ce qui tend à la déformer. Du reste, il s'agit de la seule manifestation directe d'un intérêt éventuel des autorités congolaises à votre égard, que ce soit en RDC ou en Chine. Par conséquent, ces propos seuls ne sauraient être considérés comme constitutifs d'une crainte fondée et personnelle de persécution dans votre chef en cas de retour dans votre pays.

En outre, rien n'indique que les autorités congolaises soient au courant de vos activités menées en Chine. Ainsi, interrogé sur ce qui vous fait dire que vos activités sont connues de vos autorités, vous répondez que votre grande soeur a appelé l'ambassade congolaise en Chine et que cette dernière l'a mise en garde contre les personnes qui manifestent contre le pouvoir ; vous ajoutez cependant que l'ambassade a déclaré qu'ils n'avaient pas vos documents et qu'ils ne vous connaissaient pas (voir rapport d'audition, p. 26). Vous expliquez qu'il s'agit là d'un mensonge de leur part dans la mesure où votre école aurait appris de la police chinoise que vos documents se trouveraient à l'ambassade de RDC (ibidem et p. 23). Au-delà du caractère très indirect de cette information, force est de constater qu'elle n'est étayée par aucun élément concret. Ici encore, il apparaît que vous n'avez aucun contact direct avec vos autorités et, pour le peu que votre soeur a pu en apprendre, que ces dernières nient vous connaître. Par ailleurs, le Commissariat général relève qu'aucun membre de votre famille restée en RDC ni aucune de vos connaissances n'a eu de problèmes suite aux événements que vous relatez (voir rapport d'audition, p. 26), et que votre soeur elle-même n'a jamais été inquiétée sur le territoire chinois (voir rapport d'audition, p. 18). Enfin, vous déclarez également que votre groupe d'étudiants ne recevait aucun soutien de la part de l'UDPS, car le parti ne vous « connaît pas », que vous n'êtes « pas visibles, même en ligne » et que vous ne les soutenez que de manière « officieuse » (voir rapport d'audition, p. 23). Ces derniers propos ne font que confirmer que votre visibilité est inexistante, que ce soit vis-à-vis de vos autorités ou des membres du parti que vous soutenez en RDC.

Tandis que le Commissariat général vous fait remarquer que vos autorités ne se sont aucunement manifestées pour exprimer leur désapprobation à votre égard, si l'on excepte la menace d'avril 2014, vous concédez que celles-ci ne sont pas intervenues « directement » mais vous évoquez le fait que l'un des membres de votre groupe a été rapatrié en RDC et arrêté dès son arrivée (voir rapport d'audition, p. 27). Invité à en dire plus, vous ajoutez simplement qu'il n'a « pas donné de détails pour savoir qui l'a arrêté », qu'il se trouve actuellement à Goma « en sécurité » et que des arrangements sont en train d'être faits pour qu'il puisse rentrer à Kinshasa (ibidem). Etant donné que vous n'avez, pour le reste, aucune nouvelle des autres personnes ayant été rapatriées au même moment (ibidem), rien n'indique que vous courriez vous-même un danger en cas de retour, dans la mesure où vous ne savez que très peu de choses sur la situation de l'ami en question. Ainsi, rien n'indique que son arrestation soit, de quelque manière que ce soit, liée à ses activités de protestation en Chine. En outre, et même à considérer que les autorités l'aient arrêté pour ce motif, vous déclarez que celui-ci se trouve à présent en sécurité, ce qui ne permet pas de comprendre pour quelle raison vous en concevez une crainte de persécution pour vous-même.

Par ailleurs, le Commissariat général relève que vous êtes sympathisant de l'UDPS depuis 2010, que vous avez participé à deux meetings du parti en avril et décembre 2011 (voir rapport d'audition, p. 24) ainsi qu'à plusieurs manifestations qui se sont déroulées à Kinshasa (voir rapport d'audition, pp. 25 et 26). Cependant, vous déclarez n'avoir jamais été personnellement visé par vos autorités au cours de ces événements (ibidem). Pour le reste, vous dites n'avoir jamais participé à une réunion de l'UDPS, expliquant que vous n'en étiez pas membre. En ce qui concerne vos activités en Chine, il importe également de souligner que vous n'aviez pas de rôle particulier au sein du groupe d'étudiants que vous fréquentiez (voir rapport d'audition, p. 21). Le Commissariat général considère donc que votre profil politique ne permet pas de justifier, à lui seul, que vous fassiez l'objet d'un intérêt de la part de vos autorités.

Confronté à l'absence d'éléments concrets en votre possession vous permettant d'étayer le fait que les autorités raison de votre nom de famille et de votre ethnie (voir rapport d'audition, p. 28). Tandis qu'il vous est demandé de développer la crainte ethnique que vous dites ressentir, vous vous contentez d'expliquer que le gouvernement pense que les lubas sont des ennemis du pouvoir (ibidem). Invité à en dire plus et à donner des exemples concrets de personnes d'origine luba ayant eu des problèmes, vous dites simplement avoir vu « à la télé » le cas d'un combattant « qui a été refoulé mais qu'on a tué », précisant que vous ne savez pas d'où il venait ; pour le reste, vous expliquez qu'il « se raconte » que les lubas risquent d'avoir « des problèmes » s'ils rentrent avec un mauvais casier judiciaire (ibidem).

Le Commissariat général estime que le manque de consistance de vos propos ne permet aucunement de considérer que vous encourriez un risque fondé et personnel de persécution ethnique en cas de retour en RDC.

S'agissant de la crainte liée à votre nom de famille, vous expliquez que votre nom est connu, car votre grand-père était le doyen des anciens combattants congolais de la Deuxième guerre mondiale ; ce dernier a été arrêté en 2001, car il avait des contacts avec les autorités belges et était considéré comme ayant une grande influence. Outre le fait que ces événements remontent à près de 15 ans et que votre grand-père est décédé en 2004, le Commissariat général relève que vous n'étayez absolument pas en quoi ceux-ci seraient encore constitutifs d'une crainte dans votre chef. Invité à expliquer si vos parents ont eux-mêmes eu des problèmes en raison de leur nom de famille, vous dites simplement qu'ils ont été menacés et qu'ils ont déménagé alors que vous étiez « encore enfant », mais que pour le reste vous ne savez pas de quoi il était question (voir rapport d'audition, p. 9). Enfin, il convient de relever que, bien que vous portiez le même nom de famille que votre grand-père, vous n'évoquez aucun problème personnel qui aurait été causé au cours de votre vie, ce qui ne permet pas de comprendre que vous ressentiez une crainte de persécution future pour cette raison.

En ce qui concerne les documents que vous présentez à l'appui de votre demande, ceux-ci ne sont pas de nature à renverser le sens de la présente décision. Ainsi, votre attestation de naissance, votre certificat de bonne vie et moeurs, votre carte d'électeur et vos documents scolaires (voir *farde Documents*, documents n° 4 à 8) attestent seulement de vos données d'identité et de nationalité, ainsi que de votre parcours académique en RDC, autant d'éléments qui ne sont pas remis en question par le Commissariat général. Votre carte bancaire, vos cartes d'étudiant chinoises et votre formulaire d'enregistrement (voir *farde Documents*, documents n° 1 à 3) attestent, quant à eux, de la réalité de votre séjour en Chine, qui n'est pas davantage contesté par la présente décision. Enfin, les documents relatifs à votre grand-père (voir *farde Documents*, documents n° 9) illustrent son rôle de doyen des anciens combattants congolais ainsi que ses différentes démarches pour faire reconnaître les droits pécuniaires de ces derniers en Belgique ; toutefois, ils n'établissent aucunement que celui-ci aurait connu des problèmes particuliers avec ses autorités nationales.

En conclusion, au vu des éléments développés supra, le Commissariat général ne peut considérer qu'il existe, dans votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Rien ne permet non plus de conclure à un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4, § 2, de la loi du 15 décembre 1980.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. Les faits invoqués

Devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le « Conseil »), la partie requérante confirme fonder sa demande d'asile sur les faits exposés dans la décision attaquée.

3. La requête

3.1. La partie requérante prend un moyen unique tiré de l' « erreur d'appréciation [et de la] violation de l'article 1A de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur les réfugiés ainsi que des articles 39/2, §1^{er}, alinéa 2, 2°, 48/3, 48/4 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers, qu'elle viole les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs » (requête, page 3).

3.2. En conséquence, elle demande au Conseil, « à titre principal, [de] réformer la décision a quo et lui reconnaître le statut de réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers ; à titre subsidiaire, [de] réformer la décision a quo et lui accorder le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers ; à titre infiniment subsidiaire, [d']annuler la décision a quo et renvoyer la cause au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides pour amples instructions » (requête, page 12).

4. Les éléments nouveaux

4.1. En annexe à sa requête, la partie requérante verse au dossier un document, daté du 29 octobre 2013, intitulé « *RDC : l'éveil d'un mouvement de résistance au sein de la diaspora* », mais dont la lecture s'avère impossible sur la version imprimée mise à la disposition du Conseil. Elle renvoie toutefois au lien internet relatif audit document.

4.2. À l'audience, la partie requérante dépose une note complémentaire à laquelle elle joint l'original ainsi que la photocopie de la carte du parti UDPS appartenant au grand-père du requérant, six photographies et une clé USB.

5. L'examen du recours

5.1. La décision attaquée développe les motifs qui l'amènent à rejeter la demande d'asile du requérant. Cette motivation est claire et permet à la partie requérante de comprendre les raisons de ce rejet. La décision est donc formellement motivée.

5.2. Quant au fond, la partie défenderesse relève en premier lieu que la participation du requérant à des manifestations, alors qu'il était étudiant en Chine, ainsi que ses détentions pour ce motif ne sont aucunement remises en cause. Toutefois, elle estime que rien n'indique que les autorités congolaises en soient informées. Pour ce faire, elle souligne que le requérant n'a jamais connu de difficulté dans son pays d'origine. Quant aux menaces proférées par les membres d'une délégation congolaise lors d'une foire internationale en Chine, la partie défenderesse souligne qu'il n'était pas personnellement et directement visé. Elle considère encore que rien, dans les déclarations du requérant, ne permet de penser que ses autorités nationales auraient connaissance de ses activités militantes en Chine. À cet égard, elle souligne qu'aucun élément concret ne prouve que les documents de voyage du requérant auraient été communiqués par la police chinoise aux autorités congolaises. Elle souligne encore qu'aucun membre de sa famille ou de son entourage n'a rencontré de difficulté suite aux événements invoqués, et que son groupe d'étudiants n'a aucun lien avec l'UDPS. Concernant le membre de son groupe rapatrié en RDC et qui aurait connu des difficultés, la partie défenderesse souligne que le requérant n'a aucune information concernant les autres personnes rapatriées au même moment, que rien n'indique que l'interpellation de son ami soit liée à ses activités en Chine, et qu'en toutes hypothèses, cet ami serait désormais en sécurité. La partie défenderesse considère en outre que le profil politique du requérant n'est pas de nature à démontrer qu'il représenterait un intérêt pour ses autorités. Concernant la crainte invoquée par le requérant en lien avec son nom de famille et son appartenance ethnique, il est en substance avancé en termes de décision que le requérant ne se fonde sur aucun élément récent, précis, et/ou relatif à sa personne. Enfin, la partie défenderesse estime que les pièces versées au dossier concernent des éléments de la cause qui ne sont pas remis en cause, mais qui ne permettent pas d'établir l'existence d'une crainte ou d'un risque dans son chef.

5.3. Dans sa requête, la partie requérante reproche en substance à la partie défenderesse d'avoir mal apprécié les éléments de sa demande et se livre à une critique des divers motifs de la décision entreprise.

6. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

6.1. L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit :

« Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 ».

Ledit article 1^{er} de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne

« qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne

peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ».

6.2. Il ressort des arguments en présence que le débat entre les parties se noue essentiellement autour de la crédibilité des craintes invoquées.

6.3. Le Conseil constate que les motifs de la décision querellée se vérifient à la lecture des pièces du dossier administratif et de la procédure, sont pertinents puisqu'ils portent sur les éléments essentiels de la demande, à savoir l'origine des craintes alléguées, et suffisent donc à fonder valablement la décision entreprise.

6.4. Il y a lieu de rappeler ici que le principe général de droit selon lequel « *la charge de la preuve incombe au demandeur* » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p.51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique. Partant, l'obligation de motivation de la partie défenderesse ne la contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincue qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

6.5. En l'espèce, le Conseil considère que la partie requérante ne formule aucun moyen sérieux susceptible de mettre en cause les motifs de la décision attaquée.

Si la partie requérante avance à cet égard différents arguments pour expliquer les incohérences et autres imprécisions qui lui sont reprochées, le Conseil estime qu'elle ne fournit en réalité aucun éclaircissement de nature à établir la réalité des faits invoqués et le bien-fondé des craintes alléguées.

6.5.1. Concernant la motivation de la décision querellée relative aux menaces proférées par des représentants congolais en Chine, il est notamment expliqué « *qu'il s'agit bel et bien d'une menace le concernant directement, car ses autorités n'auront aucune difficulté de l'identifier en tant qu'ancien étudiant congolais en Chine. Pour rappel il a obtenu un visa pour la Chine et s'y est rendu en tant qu'étudiant* ». Il est ajouté que « *le rapport d'audition nous apprend que les policiers chinois communiquaient leurs identités à l'ambassade congolaise dès qu'il y avait une arrestation* ». Enfin, il est rappelé que « *le requérant a bien précisé qu'il s'agissait des représentants du gouvernement congolais qui étaient venus à la foire internationale de Canton [et qu'il bien cité le ministre des Affaires foncières [...] »* (requête, page 5 et 6). Finalement la partie requérante soutient que la motivation de la décision attaquée est « *paradoxe* » en ce qu'elle retient que le requérant n'est pas personnellement visé, et « *de concéder ensuite qu'il s'agit de la seule manifestation directe d'un intérêt vis-à-vis du requérant* » (requête, page 6). Quant à la connaissance que les autorités congolaises pourraient avoir du militantisme du requérant en Chine, il est en substance expliqué que « *la Chine a de bonnes relations avec le Congo et que les autorités chinoises contactaient l'ambassade congolaise pour communiquer l'identité des manifestants [...]* » (requête, page 6).

Le Conseil ne saurait toutefois accueillir positivement une telle argumentation. En effet, force est de constater, à la suite de la partie défenderesse et à la lecture attentive du rapport d'audition, que le requérant n'a jamais été personnellement visé par les menaces proférées par des officiels congolais en Chine, et ce pour autant que la réalité de ces menaces puisse être tenue pour établie, *quod non in casu* étant donné l'absence du moindre élément objectif à cet égard, et compte tenu du caractère inconsistent des déclarations du requérant quant à l'identité de ces mêmes officiels. Le seul fait que le requérant ait poursuivi des études en Chine à l'aide d'un visa n'est pas une circonstance suffisante pour renverser la dimension totalement hypothétique de cet aspect déterminant du récit. De même, nonobstant les différentes interpellations du requérant en Chine, lesquelles ne sont pas remises en cause en termes de décision, force est de constater le caractère purement déclaratif de l'affirmation selon laquelle il existerait une communication entre les autorités chinoises et congolaises à cet égard. Quant au caractère supposément contradictoire de la motivation de la décision querellée, le Conseil estime que la partie requérante effectue une lecture erronée de celle-ci. Effet, il apparaît que la partie défenderesse n'a nullement tenue pour établie la réalité des menaces proférées, mais a au contraire utilisé une formulation conditionnelle quant à ce.

6.5.2. Pour contester le motif de la décision querellée tiré du fait qu'aucun membre de la famille du requérant, ou de son entourage, n'a rencontré de difficulté suite aux événements invoqués, la partie requérante avance en substance que sa famille « *ne vit pas à l'adresse connue par les autorités* » (requête, page 7), et qu'« *en outre, le requérant a parlé de son ami [A.] qui a été cueilli par les autorités congolaises de son rapatriement de la Chine ainsi que de [C.] le président du groupe qui a eu des problèmes en début de cette année* ».

Sur ce point également, le Conseil ne peut que rejeter la thèse de la partie requérante, laquelle se limite *in fine* à de simples affirmations non étayées par un quelconque élément objectif tendant à établir que les membres de sa famille ne résideraient pas à leur adresse officielle, ou encore que ses proches auraient été effectivement inquiétés.

6.5.3. Quant aux liens entre le groupe étudiant du requérant et l'UDPS, il est soutenu que « *le groupe d'étudiant n'avait pas besoin de l'UDPS pour avoir une visibilité ou pour devenir la cible des autorités congolaises* », et qu'« *en outre, la RDC est parfaitement au courant de tous les mouvements de résistance de la diaspora congolaise* » (requête, page 7). Afin d'étayer cette dernière thèse, la partie requérante renvoie notamment à une pièce annexée à la requête.

Cependant, quel que puisse être le degré de collaboration entre l'UDPS et le groupe d'étudiants du requérant, force est de constater qu'aucun élément du dossier ne permet de soutenir la thèse selon laquelle ce dernier serait visé, ou au minimum connu, des autorités congolaises. Sur ce point également, le récit du requérant demeure, même au stade actuel de l'examen de sa demande, purement hypothétique. Le document annexé à la requête n'est pas de nature à renverser cette conclusion dès lors qu'il ne concerne pas le groupe du requérant.

6.5.4. S'agissant du profil du requérant, il est rappelé que « *le requérant est luba comme le président et autres dirigeants de l'UDPS. Il a participé aux deux grands meetings et à plusieurs manifestations de l'UDPS. Ces éléments, associés à ses activités en Chine font de lui la cible idéale du gouvernement en place* » (requête, page 8). Il est en effet ajouté que « *pris isolément, son appartenance ethnique peut ne pas être considérée comme un risque fondé et personnel de persécution. Mais associée à ses activités de sympathisant de l'UDPS ainsi que celles du groupe d'étudiants formés en Chine, elle constitue un risque de persécution fondé et personnel en cas de retour en RDC* ». Il est finalement ajouté que, même si les événements liés à son grand-père « *remontent à près de 15 ans* », « *Il existe dans son chef un faisceau d'indices ou un panel d'éléments indissociables qui font qu'il sera à coup sûr la cible de ses autorités nationales* » (requête, page 9). Afin d'établir sa crainte en cas de rapatriement, la partie requérante renvoie notamment à l'arrêt *Z.M. c. France* de la Cour européenne des droits de l'homme (requête, pages 9 et 10).

Le Conseil estime que les différents éléments du profil du requérant, tels qu'ils sont mis en avant en termes de requête, ne permettent pas de caractériser dans son chef l'existence d'une crainte fondée de persécution. En effet, il y a lieu de constater que le requérant n'a jamais été inquiété lorsqu'il résidait encore en RDC, en sorte qu'il ne peut être tiré argument de sa supposée implication dans des activités à caractère politique avant le début de ses études en Chine. Le même raisonnement trouve à s'appliquer aux difficultés rencontrées par son grand-père, lesquelles, pour autant qu'elles puissent être tenues pour établies, n'apparaissent pas suffisamment actuelles que pour objectiver une crainte dans le chef du requérant. Quant à son appartenance ethnique, force est de constater l'absence du moindre élément au dossier qui établirait que des ressortissants congolais seraient persécutés du seul fait de cette appartenance. Enfin, la partie requérante cite le § 43 de l'arrêt précité de la Cour européenne des droits de l'homme (Cour européenne des droits de l'homme le 14 novembre 2013 dans l'affaire *Z.M. c. France*) aux termes duquel « *selon les témoignages de membres d'organisations locales de défense des droits de l'homme et de la Monusco, reproduits dans un rapport de novembre 2012 du ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni ("Report of a fact finding mission to Kinshasa conducted between 18 and 28 June 2012"), les ressortissants de la RDC renvoyés dans leur pays sont systématiquement interrogés à leur arrivée à l'aéroport par la direction générale des migrations (DGM). Lorsqu'ils sont identifiés comme des opposants au gouvernement Kabila, ils sont ensuite envoyés au centre de détention de la DGM à Kinshasa et très fréquemment soumis à des traitements inhumains et dégradants* ». Elle semble déduire de ces informations qu'en cas de retour en RDC, le requérant risque d'être soumis à des traitements inhumains et dégradants.

Le Conseil souligne que dans les §§ 64 à 68 de son arrêt, la Cour s'est exprimée dans les termes suivants : « 1. La Cour constate que le requérant allègue l'existence d'un risque de subir des traitements contraires à l'article 3 de la Convention en cas de renvoi vers la RDC, non en raison d'une situation de violence généralisée dans ce pays, mais du fait de sa situation personnelle en tant que militant au sein de l'opposition au gouvernement de Joseph Kabila. 2. Il appartient donc à la Cour de déterminer si le requérant, en sa qualité d'opposant politique, risque d'être exposé à des mauvais traitements. 3. Les rapports internationaux consultés (voir paragraphes 42-43) mentionnent que les ressortissants de la RDC renvoyés dans leur pays sont automatiquement interrogés à leur arrivée à l'aéroport par la DGM. Lorsqu'ils sont identifiés comme des opposants au gouvernement Kabila, que ce soit en raison de leur profil politique, militaire ou ethnique, ils risquent ensuite d'être envoyés au centre de détention de la DGM à Kinshasa ou à la prison de la direction des renseignements généraux et services spéciaux (DRGS) de Kin-Mazière. Les rapports font état de détentions pouvant durer de quelques jours à plusieurs mois durant lesquels les personnes incarcérées sont soumises à des traitements inhumains et dégradants, voire subissent des actes de torture. 4. Au regard de ces constatations, la Cour estime que, pour qu'entre en jeu la protection offerte par l'article 3, le requérant doit démontrer qu'il existe des motifs sérieux de croire qu'il présenterait un intérêt tel pour les autorités congolaises qu'il serait susceptible d'être détenu et interrogé par ces autorités à son retour (voir NA. c. Royaume-Uni, précité, § 133, et Mawaka c. Pays-Bas, no 29031/04, § 45, 1er juin 2010). 5. En l'espèce, le requérant allègue avoir eu des activités militantes en tant que caricaturiste au sein de l'opposition, en particulier pour le MLC et l'UDPS, à partir de 2005 et jusqu'en juin 2008, date à laquelle il se réfugia en France ». Or, en l'espèce, il n'est pas démontré, ni même allégué, que le requérant aurait eu une fonction ou une visibilité particulière au sein du mouvement étudiant qui était le sien, pas plus que lors de sa supposée participation à des manifestations ou meetings en RDC. Par ailleurs, au vu des développements qui précèdent, le Conseil a jugé que la connaissance que les autorités congolaises pourraient avoir de ces mêmes activités n'est qu'hypothétique, en sorte que celui-ci ne présente donc pas un profil susceptible de l'identifier comme étant un opposant au régime du président Kabila, qu'il n'existe dès lors aucun motif de croire qu'il « présenterait un intérêt tel pour les autorités congolaises qu'il serait susceptible d'être détenu et interrogé par ces autorités à son retour » et qu'en conséquence, sa crainte d'être persécuté en cas de retour en RDC n'est pas fondée.

6.5.5. Finalement, les documents versés au dossier ne sont pas de nature à renverser les constats qui précèdent.

En effet, les cartes d'étudiant, la carte bancaire, le formulaire d'enregistrement, l'attestation de naissance, le certificat de bonne conduite et de bonne mœurs, la carte d'électeur, le document tenant lieu de diplôme, le bulletin de notes, et les documents militaires du grand-père du requérant, les photographies déposées à l'audience ainsi que sa carte de membre de l'UDPS, ne sont en mesure d'établir que des éléments de la cause non contestés, à savoir l'identité, la nationalité, le séjour d'étude en Chine, et le profil du grand-père du requérant, mais sont cependant sans pertinence pour établir la crainte invoquée.

En ce qui concerne le Clip contenu dans la clé USB, le seul fait de chanter pour la paix au Congo n'est pas un élément suffisant qui démontrerait, ni a fortiori établirait, l'existence d'une crainte raisonnable dans le chef du requérant.

6.6. Les considérations qui précèdent suffisent à fonder le constat que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte de persécution au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

7. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

7.1. L'article 48/4 de la loi énonce que :

« le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, [...] ».

Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi,

« sont considérés comme atteintes graves :

a) la peine de mort ou l'exécution ; ou

b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou

c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».

7.2. Le Conseil constate que la partie requérante fonde sa demande de protection subsidiaire sur les mêmes faits que ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié.

7.3. Dans la mesure où il a déjà jugé que les faits et motifs allégués par la partie requérante manquent de toute crédibilité, le Conseil estime qu'il n'existe pas davantage d'éléments susceptibles d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine la partie requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, §2, *littera* a et b, de la loi du 15 décembre 1980, à savoir la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants.

7.4. Le Conseil n'aperçoit par ailleurs, dans les écrits, déclarations et documents figurant au dossier qui lui est soumis, aucune indication d'un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c), de la loi.

7.5. En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder au requérant la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

8. Pour autant que la partie requérante l'invoquerait, le Conseil considère que le bénéfice du doute ne peut lui être accordé. Ainsi, le Conseil rappelle que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés recommande d'accorder le bénéfice du doute à un demandeur si son récit paraît crédible (Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, 1979, réédition, 1992, § 196) et précise que le « *bénéfice du doute ne doit être donné que lorsque tous les éléments de preuve disponibles ont été réunis et vérifiés et lorsque l'examineur est convaincu de manière générale de la crédibilité du demandeur* » (Ibid., § 204). Aussi, l'article 48/6 nouveau de la loi du 15 décembre 1980 stipule également que

« [l]orsque le demandeur d'asile n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres, il sera jugé crédible et le bénéfice du doute lui sera accordé si les conditions cumulatives suivantes sont remplies : a) le demandeur d'asile s'est réellement efforcé d'étayer sa demande ; b) [...] une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants ; c) les déclarations du demandeur d'asile sont jugées cohérentes et plausibles [...] ; [...] e) la crédibilité générale du demandeur a pu être établie ».

Le Conseil estime qu'en l'espèce ces conditions ne sont manifestement pas remplies, comme le démontrent les développements qui précèdent, et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'octroyer à la partie requérante le bénéfice du doute.

9. Au vu de ce qui précède, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait en cas de retour dans ce pays un risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Cette constatation rend inutile un examen plus approfondi des motifs de la décision et des moyens de la requête qui s'y rapportent, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande. Le Conseil rappelle à cet égard que dans le cadre de la compétence de pleine juridiction qu'il exerce en l'espèce, il est amené à soumettre l'ensemble du litige à un nouvel examen et à se prononcer par un arrêt dont les motifs lui sont propres et qui se substitue intégralement à la

décision attaquée. Il en résulte que l'examen des vices éventuels affectant cette dernière au regard des règles invoquées en termes de moyen a perdu toute pertinence.

10. Au demeurant, le Conseil, n'apercevant aucune irrégularité substantielle qu'il ne saurait réparer et estimant disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires, a rejeté la demande d'asile. La demande d'annulation formulée en termes de requête est dès lors devenue sans objet.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ÉTRANGERS DÉCIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le sept septembre deux mille quinze par :

M. S. PARENT, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M P. MATTA, greffier.

Le greffier, Le président,

P. MATTA

S. PARENT